

Moralisation de la vie politique: du danger de jouer les «chevaliers blancs»



- Crédits photo : FRANCOIS MORI/AFP

Vox Politique (<http://premium.lefigaro.fr/vox/politique>) | Par Alexandre Devecchio (#figp-author)

Mis à jour le 26/05/2017 à 19h26

FIGAROVOX/ANALYSE - Pour Frédéric Saint Clair, la moralisation de la vie publique est une dérive idéologique et utopique qui va à l'encontre de la nécessaire efficacité politique.

Frédéric Saint Clair est analyste en stratégie et en communication politique. Ancien chargé de mission auprès du Premier ministre Dominique de Villepin, il a publié l'essai La refondation de la droite (éd. Salvator, 2016).

Alors que le gouvernement Macron voulait préparer une loi sur la moralisation de la vie publique, Richard Ferrand est confronté à des accusations qui ne sont pas sans rappeler les affaires de Fillon durant la campagne... Qu'est-ce que cela vous inspire?

C'est une faute politique que d'afficher comme proposition phare de début de mandat une loi sur la moralisation de la vie publique. Premièrement c'est politiquement creux ; le pays a besoin avant tout de réformes politiques structurelles, et le parlement prochainement élu devrait s'occuper de questions plus fondamentales, et plus utiles aux français. Deuxièmement, comme vous le mentionnez, c'est une manière de surfer sur la

vague de défiance vis-à-vis des élites politiques qui a atteint son niveau maximum avec le Pénélope Gate. Emmanuel Macron, avec cette loi dont on ne sait même pas sur quel type de mesures elle pourrait déboucher a voulu jouer au chevalier blanc, il se prend les pieds dans le tapis.

Les français croient-ils que plus un homme politique est moral et plus il sera compétent ? Quelle blague ! Toute l'histoire de l'Occident prouve le contraire.

Comment expliquez-vous que ce gouvernement, dont on a dit qu'il avait été scruté dans les moindres détails pour éviter ce genre de choses, subisse déjà des accusations du Canard Enchaîné?

Le Canard Enchaîné accuse, sans avoir l'air de le faire. Il fouille. Il débusque. Il s'amuse des perversions du système, générant ainsi des crises politiques dont il ne se sent absolument pas responsable. Le PNF, pourtant, a déclaré ne pas être compétent ; et il a raison, n'en déplaise à certaines figures politiques de droite qui aimeraient prendre leur revanche, et d'extrême-droite qui aiment ce genre d'affaires car elles renforcent l'image du «tous pourris» de la classe politique. Alors à quoi servent ces accusations du Canard? A juger de ce qui est politiquement moral et de ce qui ne l'est pas? Le Canard Enchaîné est-il devenu le juge moral de la vie publique française? Je ne vois pour ma part rien d'illégal à ce stade, ni même d'immoral. Les accusations de favoritisme ne sont fondées que sur la présence d'un lien de parenté, c'est maigre. Que l'on s'interroge, je peux à la limite le comprendre. Que l'on accuse, sur la place publique, à grand bruit, Marine Le Pen exigeant même la démission du ministre, c'est absurde. C'est la même présomption de culpabilité qui a nui à François Fillon durant la campagne présidentielle. Tout le monde l'avait, sans l'avouer ouvertement, jugé coupable avant même qu'une instruction soit ouverte.

La politique peut-elle vraiment être «moralisée»? La loi est-elle le bon moyen pour le faire?

Je ne crois pas que cela soit possible. Tout d'abord, de façon probablement cynique, car je fais partie de ceux qui estiment qu'on ne peut user du pouvoir sans en abuser, parfois malgré soi. C'est inhérent à la condition humaine. Peut-on faire mieux que ce que l'on fait actuellement? Probablement. Mais, je suis aussi de ceux qui préfèrent en prendre acte et réfléchir aux contre-pouvoirs politiques, et non pas moraux. Avant d'engager

beaucoup d'énergie pour tenter de moraliser la vie publique, la question que l'on devrait se poser est: Quelle utilité pour le bien commun? Les français croient-ils que plus un homme politique est moral et plus il sera compétent? Quelle blague! Toute l'histoire de l'Occident prouve le contraire. D'autant que, où se situe la frontière entre le bien et le mal en politique? Imaginer que nous soyons capables de tracer une telle frontière revient à soumettre le réalisme politique à l'idéologie. Je me méfie de cet enthousiasme en faveur d'une «République morale» ; j'y vois avant tout, comme j'ai déjà pu l'exprimer dans vos colonnes, une défaite du politique.



[\(<http://plus.lefigaro.fr/page/alexandredevecchio>\)](http://plus.lefigaro.fr/page/alexandredevecchio)

Alexandre Devecchio (<http://plus.lefigaro.fr/page/alexandredevecchio>)

[Suivre \(<http://plus.lefigaro.fr/fpservice/follow/membre/813250312422455963673691274335013/2540921>\)](http://plus.lefigaro.fr/fpservice/follow/membre/813250312422455963673691274335013/2540921)

Journaliste au Figaro et responsable du FigaroVox. Me suivre sur Twitter : @

[\(\[https://twitter.com/Alex_devecch\]\(https://twitter.com/Alex_devecch\)\)](https://twitter.com/Alex_devecch)AlexDevecchio
